

# Le retour en force du régionalisme

**Le ministre wallon** Jean-Luc Crucke envisage la fin de la Communauté française. Les élus bruxellois craignent de faire le jeu de la N-VA.

**L**e ministre wallon du Budget Jean-Luc Crucke (MR) est un régionaliste convaincu. Dans un entretien accordé au *Soir*, il défend le transfert complet des compétences de la Communauté française vers les Régions, et donc à terme, la disparition de l'institution communautaire. Pour le libéral, « la maison Belgique francophone est digne d'un patchwork que Magritte ne renierait pas. Et elle est d'une inefficacité rare et d'un coût budgétaire indigne des priorités socio-économiques, environnementales et climatiques ».

Jean-Luc Crucke se positionne donc clairement pour un transfert complet aux Régions. Il juge qu'« aujourd'hui, nous sommes mûrs pour faire ce pas en avant ». Le ministre wallon affirme que « dans tous les partis, il y a des voix fortes, des voix qui pèsent, pour accepter ce constat et l'évolution qu'il suppose sur le plan institutionnel ».

La fibre régionale s'affirme également chez certains élus bruxellois. La prise en compte insuffisante des spécificités bruxelloises par les instances

communautaires est souvent pointée du doigt, y compris par le ministre-président Rudi Vervoort (PS) lui-même. Mais tant chez les socialistes que chez les verts, les centristes ou les libéraux, personne ne plaide ouvertement pour la disparition de la Communauté française. C'est

que la N-VA vient de réaffirmer clairement son credo confédéraliste, et personne ne veut paraître faire le jeu des nationalistes flamands. Mais tous les partis insistent sur la possibilité de faire évoluer les institutions bruxelloises sans passer par une nouvelle réforme de l'Etat. ■

## « Au nom de l'efficacité, régionalisons . »

- ▶ « La maison Belgique francophone est d'une inefficacité rare et d'un coût budgétaire indigne », juge le ministre libéral wallon Jean-Luc Crucke.
- ▶ Qui veut donc pousser la régionalisation à son comble. En transférant les compétences provinciales et de la Communauté française aux Régions.
- ▶ Ce qui signifierait à terme la disparition de ces institutions.

### ENTRETIEN

Il y a eu cette petite phrase – plutôt ce petit paragraphe – de Maxime Prévot samedi, au congrès qui l'a porté à la présidence du CDH, et que personne n'a relevée. A la manière centriste, elle en dit pourtant long : « Le salut de la Belgique passera par le salut de nos Régions. Par l'amélioration de leurs performances économiques et sociales respectives. (...) Bruxelles et la Wallonie sont confrontées à des défis similaires dans bien des domaines, mais aussi à des particularités qui s'accommodent mal d'une approche homogène de ces territoires. Ces spécificités doivent être mieux reconnues au travers de politiques déployées depuis la Fédération

Wallonie-Bruxelles, appelée naturellement à connaître des mutations pour mieux rencontrer ces besoins régionaux. »

A bien lire entre les lignes, c'est de régionalisation dont il est question – Maxime Prévot se définit comme « un régionaliste doux ». Une idée qui fait manifestement son chemin dans la plupart des partis francophones (lire ci-contre). La preuve par le régionaliste convaincu et assumé, Jean-Luc Crucke (MR). Le ministre libéral wallon du Budget, de l'Energie et du Climat sort du bois pour défendre, lui, une régionalisation massive, entraînant à terme la disparition de l'institution Communauté française (rebaptisée Fédération Wallonie-Bruxelles, FWB)

telle qu'elle existe aujourd'hui. Voilà qui va sans nul doute créer le débat, en cette période préélectorale. Même parmi les régionalistes, qui ne veulent pas tous aller jusque-là.

**Vous rejoignez Maxime Prévot ? Mais vous voulez aller encore plus loin ?**

Je peux me retrouver dans ce que dit Maxime Prévot. Dans d'autres partis aussi, on ose le dire aujourd'hui. Cela prouve bien qu'il y a un besoin de régionalisation plus important. Le constat est que la maison Belgique francophone est digne d'un patchwork que Magritte ne renierait pas. Et qu'elle est d'une inefficacité rare et d'un

coût budgétaire indigne des priorités socio-économiques, environnementales et climatiques. On a donc besoin de plus de Région pour que le système fonctionne mieux, car les réalités sont différentes en Wallonie et à Bruxelles. Cela passe par une simplification : la suppression des provinces et de celles de la FWB vers les Régions. Aujourd'hui, nous sommes mûrs pour faire ce pas en avant. Et cela peut se faire sans réforme

de la constitution. Mais cela n'a rien à voir avec la doctrine de la N-VA, qui ne rêve que de chaos pour imposer sa doctrine. Ici, c'est tout sauf le chaos. Il s'agit d'un ré-

gionalisme ouvert, pas replié sur lui-même.

**Selon vous, toutes les compétences provinciales et de la FWB doivent être transférées aux Régions ?**

*A titre personnel, je le pense, oui : il faut régionaliser. Mais l'audio-visuel, les hôpitaux universitaires, les universités et la réglementation sur l'enseignement fondamental doivent garder des lignes communes. Ce qui peut se faire par des accords de coopération, à négocier entre Wallonie et Bruxelles. Il ne faut pas conserver un parlement et des ministres en plus pour cela. C'est superflu. Et même insultant à l'égard du citoyen, car tout cela a un coût.*

**Donc, vous prônez la suppression pure et simple de la Fédération Wallonie-Bruxelles ?**

*Le transfert massif de compétences vers les Régions entraînera à terme la disparition de l'institution provinciale et celle de la FWB. Il s'agit donc de la suppression à terme de l'institution FWB comme elle fonctionne aujourd'hui, avec un parlement et une pléthore de ministres.*

**Tout passerait donc par le même parlement, les mêmes ministres et la même administration, wallonne ou bruxelloise, et quelques accords de coopération ?**

*Oui. Mais un accord de coopération nécessite un vote au Parlement ; ce n'est pas un texte qu'on signe à quelques ministres sur un coin de table.*

**Vous dites que les esprits sont mûrs pour cette évolution : est-ce vraiment le cas ?**

*J'ai l'impression qu'on est plus à même de constater les différences objectives sur le plan social, économique, climatique entre la Wallonie et Bruxelles. Des différences substantielles qui nécessitent des réponses différentes. C'est vrai pour l'enseignement aussi. Au Québec, il y a une osmose institutionnelle entre le développement, l'innovation, les universités et le monde politique, économique, associatif. Il faut un lien plus étroit entre la dynamique universitaire et la concrétisation des politiques régionales, une plus grande proximité avec l'enseignement. On a besoin de davantage d'efficacité. Il faut être pragmatique. Et être pragmatique, c'est être régionaliste.*

**Les partis sont-ils prêts à aller jusque-là, ou seule une minorité dans les partis est partante ?**

*Dans tous les partis, il y a des voix fortes, des voix qui pèsent, pour accepter ce constat et l'évolution qu'il suppose sur le plan institu-*

*tionnel.*

**Est-ce la bonne solution dans tous les domaines ? En matière de climat par exemple, la multiplication des ministres freine la prise de décisions, non ?**

*Bien sûr, il y a la vérité climatique, mais cela n'empêche pas. Car le monde est plus complexe que la Belgique de papa. Les différences de terrain sont telles qu'il faut des solutions adaptées à la réalité.*

**Quelles différences ? Les défis climatiques en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> ou de biodiversité ne sont-ils pas les mêmes dans les différentes Régions ?**

*Il y a aussi des ressemblances sur l'ensemble du territoire européen. Mais si on doit se rapprocher de certaines politiques intelligentes en la matière, c'est de celles menées par le Luxembourg ou les Pays-Bas, pas par la Flandre. Nous, Wallons, voulons être offensifs, ambitieux en termes climatiques et nous sommes bloqués par le cadre belge. La ministre fédérale de l'Environnement le dit elle-même : 90 % des compétences sont aux mains des Régions. Mettons-y les 10 % restants aussi. D'autant que prendre des décisions environnementales, comme placer des éoliennes, a des conséquences en*

*termes d'aménagement du territoire, d'énergie... autant de compétences régionales aussi. Soyons donc réalistes.*

**La réforme que vous proposez ne nécessite vraiment pas de révision de la constitution ?**

*Non. Ce n'est pas nécessaire pour, qu'entre francophones, on réaménage nos structures, les Flamands l'ont d'ailleurs fait.*

**Que pense-t-on de vos idées au MR ?**

*Le fait régional est largement accepté au MR. Mais je ne dis pas que tout le monde est prêt à aller aussi loin que moi...*

**Avez-vous chiffré les économies que la suppression de la FWB entraînerait ?**

*Non. Mais il est évident que cela coûte en personnel, ministres, parlementaires. Ce que je propose permettrait un système moins cher et plus lisible, qui le rapprocherait du citoyen. Car le système actuel détache tout le monde des réalités et entraîne des absurdités. Mais ce n'est pas pour des raisons budgétaires que je le propose, mais pour des raisons de pragmatisme et de réalité. Et parce que cela permettrait à chaque pouvoir de placer les priorités là où il le souhaite. ■*

*Propos recueillis par  
MARTINE DUBUISSON*

## groupe de réflexion Les régionalistes s'unissent

Une sorte d'« e-change » régionaliste ? Il y a de ça. Il nous revient en effet que les figures de proue régionalistes des trois partis traditionnels, mais aussi l'un ou l'autre, se rencontrent régulièrement et de manière structurée pour « discuter de la régionalisation de certaines compétences, car l'avenir passera par là. » Des réunions discrètes, qui se sont déroulées sous cette législature – il y avait déjà des contacts informels sous la précédente. Et qui aident les participants à faire « avancer l'idée régionaliste dans leurs partis ».

Manifestement, les « régionalistes convaincus » jugent le moment opportun pour s'unir et « oser affirmer leur position, sans être dans une guerre contre Bruxelles ou la Flandre ».

**Version « hard » ou « douce »**

A l'occasion de notre interview,

Jean-Luc Crucke nous confirme l'existence de ce groupe structuré. « Je ne cache pas qu'il y a des réunions entre régionalistes de tous les partis, libéraux, socialistes (c'est l'axe principal), centristes ou de sensibilité écolo. » Quel en est l'objectif ? « Se dire que des messages transcendent les partis, que des réalités de terrain nous réunissent. Il s'agit de voir comment élaborer une organisation plus compatible avec notre société, avec l'économie, le développement durable. »

Qui sont ces régionalistes qui se rencontrent régulièrement ? Voici les principaux : au PS, Pierre-Yves Dermagne et Christophe Collignon ; au MR, Jean-Luc Crucke et Pierre-Yves Jeholet ; au CDH, Dimitri Fourny (Maxime Prévot a participé à une discussion voici quelques années) ; et une personnalité écolo bien connue. Autant de manda-

itaires qui représentent le présent et l'avenir de leur parti – Dermagne et Fourny sont chefs de groupe au parlement de Wallonie, Crucke pourrait être tenté un jour par la présidence du MR.

Pour l'instant, une sortie commune de ces régionalistes « n'est pas à l'ordre du jour ». D'autant que tous ne veulent pas aller aussi loin que Jean-Luc Crucke, qui prévoit à terme la suppression de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FBW) et des provinces.

Ainsi, Pierre-Yves Dermagne préfère garder l'institution FWB, « avec éventuellement un parlement non permanent, qui se réunirait sur les grands enjeux et pas une semaine sur deux ». Mais il prône « la régionalisation de l'enseignement et de la culture, combat historique des régionalistes wallons ». Ce qui, précise-t-il, « ne nécessite pas de septième

réforme de l'Etat, mais un accord intra-francophone ». Et il envisage des ministres à double casquette (régionale et communautaire). Quant aux provinces, il dit ne pas avoir de tabou. « Que les Régions reprennent les compétences provinciales, pourquoi pas. Mais pour certains types de compétences, il faut des pouvoirs intermédiaires. Pourquoi pas les provinces dès lors, dans une forme modernisée, simplifiée. On pourrait aussi régionaliser les compétences, mais en les réorganisant par territoires provinciaux. Le débat est ouvert. »

Ce sont les régionalistes humanistes qui veulent aller le moins loin. Le nouveau président Maxime Prévot, qui se définit comme un « régionaliste doux », « pragmatique », ne veut ni supprimer ni dépecer la FWB. Car « il est indispensable de garder

un lien entre Wallons et Bruxellois, et la FWB incarne le mieux ce lien ». Donc : pas de régionalisation de l'enseignement et de la culture. Ni d'ailleurs de réforme de l'État. Mais il souhaite que l'on « prenne mieux en compte les réalités des territoires, en modifiant parfois les processus décisionnels

pour ne pas appliquer les politiques de manière homogène partout - la situation n'est pas la même à Saint-Josse ou Virton. » Il est toutefois d'accord de discuter des compétences, « pour voir comment les exercer plus efficacement ». Il songe à l'articulation entre enseignement technique et professionnel, qui relève de la

FWB, et emploi et formation, compétences régionales.

Membre régulier du groupe, Dimitri Fourny précise cette idée « d'un rapprochement entre ces deux volets : pourquoi pas via un ministre ayant la double casquette ? » Même chose en matière sportive. Lui aussi veut revoir

l'agenda parlementaire : plutôt qu'alterner une semaine de session en FWB et une semaine au parlement wallon, il propose de siéger « 15 jours à Namur, puis 1 semaine à la FWB ».

Entre régionalistes hard et soft, il faudra encore des réunions pour unir les points de vue. ■

Ma.D.

## à Bruxelles Les élus ne veulent pas ouvrir la boîte de Pandore

La sixième réforme de l'État a donné des ailes aux Bruxellois. Parce qu'elle a reconnu le fait régional, dans la capitale aussi, et éteint (sauf dans les rangs de la N-VA) cette idée que Bruxelles ne serait pas une Région « à part entière ». Simultanément, l'identité bruxelloise s'est renforcée, ces dernières années. Dès lors, un régionalisme s'est construit, dans les rangs socialistes, libéraux et écologistes. A des degrés divers, certains ténors allant jusqu'à réclamer, comme les Wallons, la régionalisation de l'enseignement (et donc, presque automatiquement, la disparition de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui se verrait privée de son "core business"). Par volonté de simplifier l'État fédéral, en ne le découpant que sur base territoriale, avec trois Régions. Pour rappel, à Bruxelles, ville bilingue

(multilingue), l'enseignement, la culture, le sport sont gérés de manière cloisonnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté flamande !

### Les spécificités bruxelloises souvent ignorées

Ces voix appelant à une régionalisation des compétences se fondaient aussi sur un constat : la prise en compte des spécificités bruxelloises par les instances communautaires est insuffisante. Or, le problème reste entier, estime la plupart des formations politiques de la capitale. Et de pointer la construction d'écoles, boom démographique oblige, que les autorités bruxelloises ont dû prendre à leur charge, « faute d'anticipation par la Fédération Wallonie-Bruxelles ». « Ou encore le décret inscriptions, qui montre clairement ses limites à Bruxelles, pointe Rudi Vervoort. Sans parler de la dualisation croissante de l'affaire scolaire, qui est très marquée dans la capitale. Ce qui nous amène à investir nous-mêmes dans l'amélioration de l'image des établissements. Aujourd'hui, l'enseignement représente le troisième poste de dépenses des budgets communaux bruxellois. » Est-ce à dire que le PS bruxellois fera de la ré-

gionalisation de l'enseignement ou de la culture une priorité de campagne ? C'est tout le contraire... La position officielle souligne la nécessité d'une plus grande concertation de la Fédération francophone avec Bruxelles. « Notre objectif est de travailler dans le cadre existant pour améliorer la situation de Bruxelles », résume le ministre-président socialiste. Une position moins tranchée... dictée par la vo-

lonté du PS de ne pas apparaître comme demandeur d'une septième réforme de l'État, au risque de se voir enfermé dans un axe PS/N-VA... Les autres partis francophones tiennent une même ligne, parfois pour des raisons diverses. Chez les verts, on insiste : « L'urgence n'est pas une nouvelle grande réforme institutionnelle. » La numéro 2 du CDH, Céline Fremault, va un cran plus loin : « Nous sommes opposés à une réforme de l'État. En revanche, nous voulons que Bruxelles soit mieux prise en compte. Cela passe, notamment, par l'organisation de l'enseignement en bassins scolaires qui

réunissent tous les acteurs. Et, pour des raisons d'efficacité, nous voulons des ministres communautaires avec une double casquette. » Les libéraux n'en font pas non plus un combat... Et chez Défi, le ton est encore plus ferme : non au détricotage de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En résumé : pas question d'ouvrir la boîte de Pandore en lançant des revendications institutionnelles au moment où la N-VA relance son projet confédéraliste. Mais la plupart des partis insistent pour faire évoluer les institutions bruxelloises sans passer par une grande réforme... Via une répartition plus efficace des compétences entre Région et communes, ou via la réforme des commissions communautaires. Des points qui relèvent de la compétence des seuls élus bruxellois, lesquels ont appris, ces dernières années, à faire preuve de « pragmatisme » (comprennez : créativité institutionnelle) pour tenter de simplifier les institutions... ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

### 1 PAYS, 4 RÉGIONS

#### Régionalisme ouvert

Jean-Luc Crucke veut « émanciper la Wallonie » pour qu'elle dispose « de tous les moyens pour répondre aux défis actuels ». Il défend « un système à quatre Régions fortes qui font un pays fort ». Sans « aucune connotation séparatiste » : « Il s'agit de régionalisme, pas de nationalisme. Le nationalisme est le reflet de l'égoïsme ; le régionalisme est le reflet de la réalité du terrain, avec l'objectif d'être plus efficace. C'est un message d'ouverture vers les autres, pas de repli sur soi. »

MA.D.

« Au CDH, nous sommes opposés à une grande réforme de l'État »

CÉLINE FREMAULT